

faut pas oublier. Il y a eu le rapport Saulnier de l'an dernier. Ces choses étaient connues du gouvernement. Le gouvernement et les organismes du gouvernement établis aux fins d'assurer notre sécurité les avaient examinées. En réalité, le gouvernement et le Parlement s'inquiétaient et s'inquiètent à juste titre d'avoir à prendre des mesures qui portent atteinte à la liberté individuelle. Nous avons agi avec vigueur. Je crois que c'était bien. A mon avis, nous avons agi au bon moment, et notre geste s'est accompagné d'une manifestation louable d'autorité de la part du chef du gouvernement.

Je ne sais pas exactement ce que voulait dire le chef de l'opposition en déclarant que le gouvernement est incapable de comprendre le problème de la province de Québec. Je comprends qu'il y ait des gens au aussi qui ne saisissent pas la portée véritable du problème, mais le chef de l'opposition ne veut sûrement pas dire que le gouvernement ou ceux qui en font partie, y compris le premier ministre, ne se rendent pas compte de la situation au Québec ou dans toute autre province. Les mesures adoptées par le gouvernement et les dispositions qu'il continue de prendre chaque jour pour remédier au problème indiquent à quel point il comprend cette province et les dangers qu'elle court et je pense qu'avec le temps, nous nous apercevrons que ni notre unité ni notre intégrité n'ont été atteintes. Cela dit, je suis pleinement conscient que les Québécois eux-mêmes sont aussi fermement déterminés en ce sens que les Canadiens de n'importe quelle autre partie du pays.

Le chef de l'opposition disait également hier avoir l'impression que le premier ministre ne s'intéresse plus à la révision de la constitution. Je ne le crois pas. La révision de la constitution concourra peut-être largement à faire régner une plus grande harmonie au pays. Elle sera peut-être un facteur d'unité plus considérable qu'on ne l'imagine. Je ne connais pas de premier ministre ni de gouvernement qui aient consacré autant de temps à la révision de la constitution que le premier ministre et le gouvernement actuels.

**L'honorable M. Flynn:** Ils ont accompli si peu jusqu'ici.

**L'honorable M. Martin:** C'est vrai, comme l'a dit le leader de l'opposition, les diverses conférences de provinces n'ont pas été fécondes en résultats concrets. Elles ont donné certains résultats même si elles n'ont pas accompli ce qu'en auraient espéré les non-initiés ou ceux qui ne se rendent pas compte de la complexité de la constitution ou de ses problèmes tels la violation des droits linguistiques, de la Déclaration de l'homme, la répartition des pouvoirs et des impôts. Toutes ces questions sont très compliquées et personne ne s'attendait vraiment qu'on y trouve des solutions en deux ou trois ans de discussions. Lorsqu'on en a d'abord parlé ici, nous l'avons tous admis, comme l'a fait le leader de l'opposition lorsqu'il a exprimé ses vues: tous ces entretiens, toutes ces révisions de l'ensemble de la constitution, ne pourraient se faire du jour au lendemain.

J'espère que le comité mixte du Parlement permettra au Sénat, ainsi qu'aux membres de l'autre endroit, de

participer à certaines délibérations auxquelles le public prend déjà part, afin que le public puisse comprendre la nature de certains problèmes, voir à quel point ils sont compliqués, et aussi afin que, de ce dialogue avec le public, on puisse tirer des suggestions en vue des modifications à apporter.

Le leader de l'opposition s'est plaint hier du discours du trône. Je ne le lui reproche pas, car c'est un argument qu'on peut fort bien invoquer même si je ne le trouve pas bien fondé. Pour lui, le discours du trône était rédigé en termes trop généraux. Or, en fait, la plupart des discours du trône consistaient autrefois en une longue énumération des mesures législatives projetées qui ajoutait à la monotonie du document placé entre les mains du représentant de la reine. A mon avis, le discours du trône de cette année était unique, en ce qu'il exposait la doctrine du gouvernement.

**L'honorable M. Flynn:** C'est précisément ce que j'ai dit.

**L'honorable M. Martin:** C'est peut-être pour le gouvernement l'un des meilleurs endroits pour exposer sa doctrine et mettre en évidence les principes directeurs dont il s'inspire. Par exemple, voici un passage du discours du trône à propos de notre époque:

C'est une époque visitée par la violence, vers laquelle se tournent, éperdus, des hommes lancés à la poursuite d'objectifs incertains. Et même pour beaucoup d'hommes de bonne volonté qui remettent impatiemment en question les vieux postulats, c'est une époque de frustration. Cette époque, elle verra peut-être se dérégler le mécanisme délicat de la biosphère si l'humanité ne se ressaisit pour rapprendre à vivre en harmonie avec un milieu naturel dont elle abuse inconsidérément. Cette époque, où l'action de la science et de la technologie se fait sentir d'une façon si massive, si rapide et si envahissante, c'est peut-être celle qui offrira à l'homme sa dernière chance de diriger sa propre destinée au lieu de la subir.

Je reconnais que de telles paroles pourraient être attribuées à un André Maurois ou à un Arnold Toynbee, mais pourquoi n'émaneraient-elles pas du gouvernement d'un peuple libre, mandaté pour s'attaquer à ces problèmes mêmes? Ce sont des idées troublantes et on en entend discuter de plus en plus souvent, mais pourquoi le gouvernement ne les exprimerait-il pas?

Honorables sénateurs, je voudrais développer ces mises en garde et illustrer ce qui nous attend dans les années à venir, c'est-à-dire ce que le gouvernement envisage. Le gouvernement ne songe pas seulement à présenter des projets de loi sur ces questions précises, mais il considère aussi, à longue échéance, le bien du pays, dans le monde où nous vivons. Le gouvernement ne remplirait pas ses fonctions s'il n'avait pas une pensée philosophique aussi bien que politique sur ces grandes questions. Les sociétés industrielles complexes reposent sur des structures sociales et administratives compliquées qui sont exposées à la dislocation. Nous savons tous que ce fait élémentaire est vrai. Nous avons une expérience amère de ses conséquences.